

L'EDITO

Martine Dubuisson

REFÉDÉRALISER ? LE DÉBAT MÉRITE MIEUX QUE DES ANATHÈMES

Ils donnent un prétexte à la N-VA pour réagir et dire que les francophones font de la provocation. » (André Flahaut, PS).

« C'est donner à la N-VA une corde pour nous pendre ! Et permettre au fédéral de jouer les juges dans la concertation entre niveaux de pouvoir, c'est revenir à la Belgique de papa ! C'est hallucinant, in-

ceptable ! » (Philippe Monfils, MR)

« C'est une hypocrisie sans nom ! Constater aujourd'hui les catastrophes engendrées par la 6^e réforme de l'Etat : il fallait peut-être réfléchir avant de voter certains transferts de compétences. Avec qui le MR pourrait-il d'ailleurs engager un processus de refédéralisation alors qu'il a rendu la N-VA incontournable en Flandre ? » (Olivier Maingain, Défi)

« Cette idée revient systématiquement pendant les vacances. Mais ce n'est pas une piste intéressante. Avant, c'était l'époque du marchandage continu entre Flandre et Wallonie. » (Jean-Luc Crucke, MR)

Autant de réactions à chaud, voire épidermiques, à un mot. Un seul mot : refédéralisation. Qu'on n'osait plus guère prononcer sur la scène politique belgo-belge.

Et pourtant lancé par plusieurs libéraux, dont deux ministres fédéraux et la présidente du Sénat tout de même, dans une carte blanche publiée vendredi par *La Libre*, à l'initiative des Jeunes MR.

Qui peut dire que notre lasagne institutionnelle fonctionne à la perfection ?

Refédéraliser, expliquent ces bleus (immédiatement contredits, on l'a vu, par d'autres bleus...), pas pour « ressusciter la "Belgique de papa" qui n'a plus de sens dans le contexte politique contemporain », mais pour « remonter au niveau de l'Etat fédéral des compétences qui, dans le passé, ont été transférées aux entités fédérées » (ils citent la mobilité, l'énergie, le commerce extérieur, la santé). Parce que « le fédéra-

lisme belge doit reposer sur un principe simple : l'efficacité ».

Un mot qui vaut pourtant plus que des anathèmes, des renvois d'un revers de main ou des sarcasmes.

Car qui peut dire que notre lasagne institutionnelle fonctionne à la perfection ? Après six réformes de l'Etat, certes jugées nécessaires, mais résultats d'autant de marchandages ? Alors se pencher sur le meilleur moyen d'optimiser notre système - et là, deux thèses s'opposent : renforcer l'Etat fédéral ou les Régions ? - relève plutôt du bon sens. Et vaut la peine qu'on s'interroge. Et qu'on prenne le temps de réfléchir.

Réfléchir à une amélioration de nos institutions. Dans une perspective à long terme. Et dans l'intérêt du citoyen. Sereinement. Pas uniquement dans la précipitation d'une campagne. Mais avec, oui, l'efficacité en point de mire. Plutôt que l'intérêt partisan immédiat. Ou la vue électorale à court terme.

En gardant par ailleurs à l'esprit que si chaque niveau de pouvoir mettait davantage de bonne volonté, voire un zeste d'honnêteté, à faire fonctionner le fédéralisme de coopération, on aurait peut-être moins besoin de réformes institutionnelles. Mais là, on est sans doute naïf...